

Les Echos de Rome

Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, 5-11 octobre 2013

n°4 - 14 octobre 2013

Un bilan en demi-teinte pour la 40ème session du CSA

La 40ème session plénière du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), s'est achevée vendredi 11 octobre 2013 à Rome. Action contre la Faim, le CCFD-Terre Solidaire, Oxfam et Peuples Solidaires – ActionAid France, membres de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD (C2A) y ont activement participé pour porter la voix de la société civile, pour défendre le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire.

Un accord pour des investissements au profit de l'agriculture familiale

La question des investissements dans l'agriculture a été au cœur des discussions du CSA cette année. En effet, sur la base du rapport du HLPE (acronyme anglais de High Level Panel of experts, le Groupe d'Experts de Haut-Niveau) intitulé [Paysans et entrepreneurs: investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire](#), et à l'issue de plusieurs séances de négociations, le CSA a adopté des recommandations à l'attention des États-membres.

Les organisations de la société civile réunies au sein du Mécanisme de la Société Civile (MSC) ont ardemment défendu leurs positions durant les négociations (cf. Les Échos de Rome 2013, n°2) parmi lesquels la centralité des petits exploitants et des investissements publics, la promotion de l'agroécologie comme modèle de production soutenable, l'importance de renforcer les marchés locaux et la reconnaissance des investissements non-monétaires de la part des agriculteurs familiaux.

Sur tous ces points, les recommandations adoptées par le CSA nous ont donné satisfaction malgré certaines faiblesses. Cependant, la proposition de la société civile, d'engager une révision des règles

du commerce international pour améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés locaux n'a pas été acceptée.

La prochaine session du CSA en octobre 2014 devrait, selon le calendrier décidé cette année, être celle de l'adoption des principes pour des investissements agricoles responsables (principes rai). D'ici là, la société civile va élaborer ses propres positions pour définir les investissements responsables que nous voulons pour soutenir l'agriculture familiale, notre priorité étant qu'ils soient contraignants, basés sur l'approche par les droits, et qu'ils placent les petits exploitants en position de défendre leurs droits. Et la bataille est loin d'être gagnée.

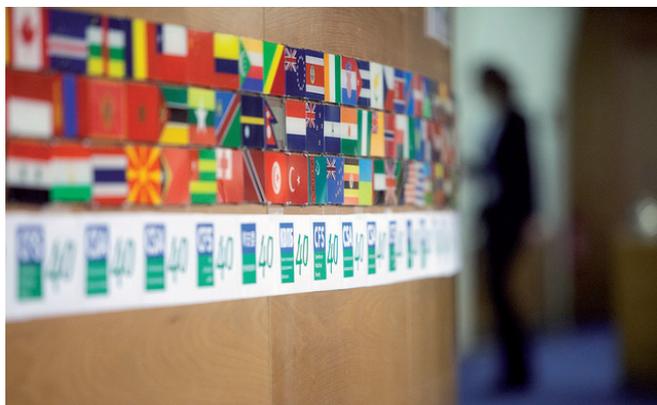


©FAO/Alessia Pierdomenico October 2013, Rome - FAO Director-General José Graziano da Silva addressing the Plenary at the 40th Session of the Committee on World Food Security CFS opening session, FAO headquarters (Plenary Hall).

La société civile refuse de s'associer aux décisions des États membres du CSA sur les agrocarburants et la sécurité alimentaire

Les recommandations adoptées par les États-membres du CSA, sur la base du rapport du HLPE intitulé « Agrocarburants et sécurité alimentaire » ont été extrêmement décevantes. En effet, malgré les conclusions scientifiques du HLPE mettant en exergue les effets néfastes des agrocarburants sur la « hausse des prix sur les marchés agricoles, (l') accaparement de terres et de ressources, (et la) destruction des agricultures paysannes » les conclusions adoptées par les États au CSA ne remettent pas en cause les politiques de soutien aux agrocarburants, en particulier celles de l'Union européenne et des États-Unis. Pire, les révisions récentes de ces politiques, et les conclusions du CSA, ouvrent une porte à la croissance des soutiens et des investissements dans le secteur des agrocarburants.

Les États n'ont pas su assumer leurs responsabilités pour protéger le droit à l'alimentation des centaines de millions de personnes qui souffrent encore de la faim dans le monde. Pour nos organisations, c'est un échec au regard du mandat qu'ils s'étaient donnés il y a deux ans dans le cadre du Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA), suite aux deux pics historiques des prix sur les marchés agricoles en 2007-2008 et 2011, responsables de crises alimentaires meurtrières. L'ensemble des organisations et mouvements sociaux venus du monde entier et participant au CSA ont refusé de s'associer aux conclusions des discussions sur les agrocarburants et la sécurité alimentaire.



©FAO/Giulio Napolitano - 8 Octobre 2013, Rome, Italy - The 40th Session of the Committee on World Food Security CFS.

Dans le cadre de sa mission d'appui au plaidoyer collectif de ses membres, Coordination SUD a mis en place des commissions de travail. Ainsi, la **Commission Agriculture et Alimentation (C2A)** regroupe les ONG de solidarité internationale qui agissent pour la réalisation du droit à l'alimentation et un soutien renforcé à l'agriculture familiale dans les politiques ayant un impact sur la sécurité alimentaire mondiale : 4D, ACF, aGter, Artisans du Monde, AVSF, Cari, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, CIDR, Crid, Gret, Iram, Interaide, Oxfam France, Peuples Solidaires en association avec ActionAid, Réseau Foi et Justice Europe, Secours Catholique, Secours Islamique, Union nationale des Maisons Familiales Rurales, et un invité : Inter-réseaux.

L'objectif de la commission consiste à coordonner les travaux réalisés par ses participants, et faciliter la concertation entre ses membres dans leur travail de plaidoyer auprès des acteurs sociaux et des décideurs politiques internationaux. Les membres de la Commission s'accordent sur les représentations assurées au nom de Coordination SUD en un ensemble de lieux (Concord au niveau européen, FAO, OMC, CNUCED), et y échangent des informations sur les enjeux internationaux en cours. La commission est mandatée par Coordination SUD pour formuler les positions que prend le collectif lors des principaux rendez-vous institutionnels traitant de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette note a été rédigée par : Cécile Leuba et Katia Roux (Peuples Solidaires/ActionAid), Clara Jamart (Oxfam France) et Maureen Jorand (CCFD-Terre solidaire).

